

REGLEMENT DES CIMETIERES DE LA COMMUNE DE MEUDON

Mise à jour du 9 mai 2016

SOMMAIRE

<u>TITRES</u>	<u>Pages</u>
<u>Titre I : DISPOSITIONS GÉNÉRALES</u>	
Conditions générales d'inhumation	4
Aménagement des cimetières	5
Fonctionnement interne et surveillance des cimetières	6
<u>Titre II : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX INHUMATIONS</u>	
Dispositions générales	9
Dispositions applicables aux inhumations en terrain commun	11
Dispositions applicables aux concessions	13
Renouvellement, conversion et rétrocession des concessions	15
<u>Titre III : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX CAVEAUX ET MONUMENTS SUR LES CONCESSIONS</u>	
Dispositions applicables aux caveaux et monuments	18
<u>Titre IV : OBLIGATIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX ENTREPRENEURS</u>	22
<u>Titre V : DISPOSITIONS APPLICABLES AUX CAVEAUX PROVISOIRES</u>	26
<u>Titre VI : LES EXHUMATIONS</u>	
Règles applicables aux exhumations	28
Disposition applicables aux opérations de réunion de corps	30
<u>Titre VII : DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ESPACE CINERAIRE</u>	
Dispositions générales relatives aux cendres	31
Le columbarium	31
<u>Titre VIII : POLICE DES CIMETIERES</u>	33
<u>Titre IX : DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXECUTION DU REGLEMENT MUNICIPAL DES CIMETIERES</u>	34

**ARRETE MUNICIPAL N° 2016 T 147 DU 9 MAI 2016
PORTANT REGLEMENT DES CIMETIERES DE LA COMMUNE DE MEUDON**

Le Maire de la ville de Meudon,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et en particulier les articles L 2223-1 à L 2223-51 et R 2223-1 à R 2223-137 relatifs aux cimetières et opérations funéraires,
- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et en particulier les articles L 2213-7 à L 2213-15 et R 2213-2 à R 2213-57 relatifs aux pouvoirs de police du Maire en matière de funérailles et de lieux de sépulture
- Vu le Code Civil, et notamment les articles 78 à 92,
- Vu le Code Pénal, et notamment les articles 225-17 à 225-18-1 et R 645-6,
- Vu le Code du Travail,
- Vu l'article L1331-10 du Code de la Santé publique,
- Vu l'article L 541-2 du Code de l'Environnement

- Vu la loi N° 93-23 du 8 janvier 1993 modifiant le titre VI du livre III du Code des Communes et relative à la législation dans le domaine funéraire, et ses décrets consécutifs,
- Vu la loi N° 2008-1350 du 19 décembre 2008 relative à la législation funéraire,
- Vu le décret N° 95-653 du 9 mai 1995 portant règlement national des pompes funèbres,
- Vu la circulaire du 19 février 2008 INTA0800038C relative à la police des lieux de sépulture

ARRÊTE

Article 1

L'arrêté municipal n° 2010 T 301 du 3 décembre 2010, adoptant le règlement intérieur des cimetières de la ville de Meudon, est abrogé.

Le nouveau règlement intérieur des cimetières de la ville de Meudon est fixé comme suit :

TITRE I- DISPOSITIONS GÉNÉRALES

I - Conditions générales d'inhumation

La commune de Meudon n'assure pas le service extérieur des pompes funèbres. Elle ne dispose pas de chambre funéraire ni de crématorium. L'essentiel de la mission de service public est assurée par les entreprises des pompes funèbres et prestataires de service qui bénéficient d'une habilitation.

Article 2 - Désignation des cimetières

Les cimetières suivants sont affectés aux inhumations des personnes:

- Le cimetière des Longs Réages (Cimetière Ancien) situé : Avenue de la Paix. 92190 Meudon.
- Le cimetière de Trivaux (Cimetière Nouveau) situé : 10 avenue de Trivaux. 92360 Meudon-La-Forêt.
- *Le cimetière intercommunal des Ulis* situé : Route de l'Orme à Moineaux 91940 les Ulis (*celui-ci dispose de son propre règlement intérieur*).

Article 3 - Affectation des terrains

Deux types de terrain son affectés aux inhumations :

- Les terrains communs destinés à l'inhumation des personnes qui n'ont pas de concession.
- Les terrains concédés destinés à l'inhumation d'un cercueil ou d'une urne.

Article 4 - Destination

L'inhumation dans les cimetières communaux est due :

- Aux personnes décédées sur le territoire de la commune quel que soit leur domicile ;
- Aux personnes domiciliées sur le territoire de la commune quel que soit le lieu où elles sont décédées ;
- Aux personnes ayant une sépulture de famille quels que soient leur domicile et le lieu de leur décès.
- Aux français établis hors de France, n'ayant pas une sépulture de famille dans la commune et qui sont inscrits sur la liste électorale de celle-ci.

Article 5 - Choix du cimetière et de l'emplacement

Le choix des personnes qui ont droit à l'obtention d'une concession dans les cimetières de la commune, sera fonction de la disponibilité des terrains. L'inhumation effectuée, faute d'emplacement disponible, dans un cimetière autre que celui choisi par la famille, n'ouvre droit à exhumation pour transport dans le cimetière choisi, que dans le cas d'acquisition de concession, soit en terrain vierge, soit sur des emplacements libérés par suite de non renouvellement. Le choix de l'emplacement de la concession, de son orientation, de son alignement, n'est pas un droit du concessionnaire.

II - Aménagement des cimetières

Article 6 - Organisation et localisation des sépultures

Les cimetières communaux sont aménagés en division. La division se répartit en sections, elles-mêmes divisées en lignes qui comprennent les emplacements consacrés aux fosses ou tombes. Chaque sépulture recevra, obligatoirement, un numéro d'identification par rapport aux divisions, sections, et lignes auxquelles elle appartient.

Les emplacements en terrain concédé ou en terrain commun, sont attribués par le maire.

La localisation des sépultures est définie par :

- Le cimetière
- La division
- La section
- Le numéro

Article 7 - Dimension des emplacements

La largeur des fosses est de 0,80 mètre, la longueur de 2 mètres (sauf cercueil hors norme) . Un espace de 30 à 40 centimètres sépare les emplacements sur les côtés et de 30 cm à 50 cm à la tête et au pied. Cet espace appartient au domaine public communal. Il doit être matérialisé par la pose d'une semelle non glissante en cas de pluie. Cette opération nécessite une autorisation.

Article 8 - Décoration et ornement des tombes

Sur les concessions, peuvent être installés une pierre sépulcrale, les vases et divers ornements mobiles. L'emplacement peut être également planté de fleurs. Les plantations d'arbres sont interdites, car elles empiètent généralement sur la concession voisine.

Les objets funéraires (fleurs, plantes ou objets de marbrerie funéraire), servant à la décoration des tombes restent la propriété des familles qui les ont déposés. Ils ne doivent pas faire saillie sur le domaine public. Leur déplacement ne peut se faire qu'avec l'accord des familles. Cependant l'administration municipale se réserve le droit d'intervenir dans le cas où les objets seraient mal entretenus ou devenus gênants pour l'hygiène, la sécurité ou la décence des cimetières.

Article 9 - Plan des cimetières

Un plan général des cimetières est déposé en mairie au service des cimetières ainsi qu'à la loge du conservateur et affiché à l'entrée des cimetières. Il mentionne les numéros des tombes en terrain commun et en terrain concédé, les différentes divisions, la localisation des sépultures, et le numéro du plan.

Les registres et fichiers tenus par le conservateur et déposés à son bureau, indiquent pour chaque inhumation : les noms, prénoms, la date et lieu du décès, la date d'inhumation, la division, la section, le numéro du plan, le type de concession, le nombre de places et sa durée.

Après chaque inhumation, les registres doivent mentionner le nombre de places occupées et de places disponibles, de même que le mouvement des opérations funéraires effectuées.

La mise à jour des fiches informatiques sera faite en même temps.

III - Fonctionnement interne et surveillance des cimetières

Article 10 - Fonctionnement interne des cimetières

Les heures d'ouverture et de fermeture des cimetières (heure légale).

Les cimetières sont ouverts au public (sauf danger, telles les intempéries, compromettant la sécurité des usagers) :

- Du 16 mars au 15 octobre de 8h à 19h.
- Du 16 octobre au 1^{er} novembre de 8h à 17h 30
- Du 2 novembre au 15 mars de 8h 30 à 17h.

Les dimanches et jours fériés, l'ouverture se fait à 9 heures.

Une astreinte les samedis, dimanches et jours fériés, par roulement, est assurée par les conservateurs des cimetières.

Les renseignements au public se donnent tous les jours aux heures d'ouverture sauf de 12h à 14h au bureau du conservateur. Un quart d'heure à l'avance les conservateurs annoncent la fermeture des portes des cimetières. Les nouveaux arrivants ne sont plus admis un quart d'heure avant la fermeture.

Article 11 - Surveillance des cimetières

Les cimetières de Meudon sont entourés d'une enceinte, avec à l'entrée un portail métallique et une barrière automatique (cimetière de Trivaux), assurant la sécurité des sépultures et des usagers.

Les personnes qui pénètrent dans le cimetière doivent se comporter avec décence et respect.

Les véhicules professionnels et les véhicules des particuliers autorisés à pénétrer dans le cimetière sont :

- Les véhicules des entreprises funéraires qui servent au transport du matériel, des matériaux et des objets destinés aux tombes;
- Les véhicules des pompes funèbres qui servent au transport des corps de personnes décédées, de même que les véhicules de deuil;
- Les véhicules des particuliers qui possèdent une autorisation spéciale (boîtier de commande de la barrière);
- Les véhicules des services municipaux.

Les véhicules autorisés à pénétrer dans le cimetière, doivent circuler à vitesse réduite, ne pas dépasser 10km/h et ne pas stationner dans les chemins sauf en cas de nécessité absolue. Ils doivent se ranger et s'arrêter pour laisser passer les convois qui restent prioritaires. Lors d'une inhumation, les personnes à mobilité réduite (handicapés, personnes âgées) sont autorisées à suivre le convoi en véhicule à l'intérieur du cimetière.

En période de fortes intempéries (pluie, gel, neige, vent), les cimetières pourront être fermés ponctuellement et seule la circulation des véhicules des pompes funèbres servant au transport des corps des personnes décédées et ceux des marbreries est autorisée dans le cimetière.

Article 12 - Interdictions

L'entrée des cimetières est interdite aux personnes ivres, aux mendiants, marchands ambulants, aux enfants non accompagnés, aux individus qui ne seraient pas décemment vêtus, aux personnes accompagnées par des chiens ou autres animaux domestiques même tenus en laisse, à l'exception des chiens accompagnant les personnes mal voyantes.

Les chants, cris, disputes, téléphones mobiles, conversations bruyantes, les ballons, patins et planches à roulettes sont interdits dans l'enceinte du cimetière.

Les personnes admises dans les cimetières ainsi que les opérateurs funéraires doivent se comporter avec décence et respect.

Il est interdit :

- D'apposer des affiches ou tout autre signe d'annonces sur les murs extérieurs et intérieurs des cimetières ainsi qu'à l'intérieur de l'enceinte du cimetière, sauf le souvenir français à la Toussaint ;
- D'inhumer ou de disperser des cadavres ou des cendres d'animaux domestiques;
- D'escalader les murs de clôture, les grilles, les entourages de sépulture, de monter sur les monuments et pierres tombales, d'endommager de quelque façon que ce soit les sépultures, de couper ou d'arracher des fleurs, des plantes sur les tombes d'autrui, de toucher, enlever ou déplacer les objets déposés sur les sépultures;
- De jouer, manger, boire ou fumer dans l'enceinte ou aux abords du cimetière;
- De déposer les ordures et déchets en dehors des containers prévus à cet effet,
- De tenir dans les cimetières des réunions autres que celles consacrées exclusivement au culte et à la mémoire des morts,
- De faire aux visiteurs ou aux personnes qui suivent les convois des offres de service ou de stationner dans ce but soit aux portes du cimetière soit aux abords des sépultures ou dans les allées;
- De photographier ou de filmer dans l'enceinte du cimetière sans autorisation du maire ou du maire- adjoint délégué à l'état civil. Les familles ou leurs ayants droit qui désirent reproduire l'aspect des monuments qu'ils possèdent pourront le faire, munis d'une autorisation. La demande d'autorisation est adressée directement au service des cimetières en mairie;
- De manifester, sous quelque forme que ce soit, sauf autorisation écrite du maire qui devra en avoir connaissance au moins 24h à l'avance, de la composition des cortèges appelés à y pénétrer. Le texte des discours à y être prononcés devra également lui être soumis dans les mêmes délais;
- De déposer dans les chemins et allées ainsi que dans les passages entre les tombes ou en tout autre endroit, des débris de fleurs, plantes, arbustes, signes funéraires, couronnes détériorées ou tous objets retirés des tombes. Ces débris doivent être déposés aux emplacements aménagés à cet effet. Ils seront enlevés et détruits périodiquement par le service d'entretien des cimetières. Les fleurs, arbustes et objets funéraires de toute sorte ne peuvent être déplacés ou transportés hors des cimetières sans autorisation de l'administration municipale. Les intempéries, les catastrophes naturelles, la nature du sol et du sous-sol des cimetières ne peuvent pas engager la responsabilité de la commune dès lors que le maire ignorait la survenue de ceux-là ou les défauts cachés de ceux-ci.

- Aux agents des cimetières de demander ou d'accepter des familles des défunts des émoluments ou gratifications pour offres de service à quelque titre que ce soit.

Malgré toutes les mesures de surveillance prises, la vigilance des conservateurs, un vrai problème difficile à régler peut se poser dans les cimetières de la commune comme dans tout autre cimetière : celui des vols.

Les registres spéciaux destinés à recevoir les réclamations et observations sont tenus à la disposition des familles dans le bureau du conservateur. Tout intéressé a le droit d'y consigner ou faire consigner des observations.

Pour qu'une suite y soit donnée, les déclarations doivent être signées et indiquer le domicile de leur auteur. Il ne sera pas tenu compte des réclamations anonymes.

Article 13 - Responsabilité de la Ville

En cas de vol, les victimes peuvent le signaler à la mairie. Mais en aucun cas, l'administration municipale ne pourra être tenue responsable des vols ou dégâts qui seraient commis par des tiers au préjudice des concessionnaires.

TITRE II – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX INHUMATIONS

I - Dispositions générales

Article 14 - Opérations préalables aux inhumations

Les corps des personnes décédées doivent être déposés dans un cercueil solide, parfaitement clos. La mère et son enfant mort-né pourront être inhumés dans le même cercueil.

Chaque cercueil sera marqué au moyen d'une plaque d'identification vissée sur le couvercle du cercueil. Cette plaque d'identification fournie par le prestataire des pompes funèbres, portera le nom et le prénom du défunt.

La surveillance et la direction des convois sont confiées aux prestataires des pompes funèbres, responsables de l'ordre sur leur parcours. Ils doivent veiller à ce que soient observés la décence et le respect dû à la mémoire des morts. Les heures des convois sont fixées par la famille en accord avec les prestataires des pompes funèbres et obligatoirement la mairie. Les convois funèbres auront lieu durant les heures d'ouverture des portes des cimetières, exceptionnellement pendant la plage horaire comprise entre 12h et 14h. En fin de journée, le dernier convoi admis à pénétrer dans le cimetière le sera une heure avant l'heure de fermeture. Aucun convoi n'aura lieu, les dimanches et les jours fériés.

Article 15 - Autorisation administrative

Aucune inhumation ne pourra avoir lieu dans les cimetières de la commune sans autorisation du maire. Il sera tenu un registre des inhumations qui indiquera d'une manière précise le nom, les prénoms, l'âge du défunt ainsi que le numéro et l'emplacement de la concession. L'autorisation mentionnera l'identité de la personne décédée, son domicile, l'heure et le jour de son décès ainsi que le jour et l'heure auxquels aura lieu l'inhumation.

Aucune inhumation ne pourra être effectuée sans demande préalable d'ouverture de fosse formulée par le concessionnaire ou son représentant.

Les inhumations auront lieu du lundi au samedi aux heures d'ouverture du cimetière. Elles devront être terminées avant la fermeture des cimetières.

Les heures d'arrivée du convoi seront fixées avec le service des cimetières, à la demande de la famille et en accord avec les prestataires des pompes funèbres.

Les inhumations seront faites aux emplacements fixés par le service des cimetières sur la base du plan d'aménagement d'ensemble du cimetière.

Lorsque l'inhumation a lieu dans un caveau, l'ouverture de celui-ci est effectuée par les fossoyeurs de l'entreprise habilitée et choisie par la famille.

L'ouverture se fait 24 heures au moins avant l'inhumation pour ventilation et réparations.

De même, en cas d'inhumation en pleine terre, il est demandé à l'entreprise des pompes funèbres de terminer le creusement de la fosse au moins 5 heures avant l'inhumation. Tout cela en prenant toutes les précautions nécessaires à la sécurité des usagers. L'entreprise chargée d'effectuer les travaux doit, dans les 48 heures suivant l'inhumation ou l'exhumation, sceller de façon parfaitement étanche les monuments et dans les 24 heures, finaliser le comblement des fosses en pleine terre. Dans ce dernier cas, il conviendra néanmoins de recouvrir de terre le cercueil tout de suite après l'inhumation. Les concessions n'ont pas vocation à recevoir

l'inhumation d'animaux même familiers. Toute inhumation d'urne cinéraire s'effectue au pied ou sur le dessus du cercueil mais en aucun cas dans le cercueil d'un défunt.

Aucune inhumation, sauf en cas d'urgence, notamment en période d'épidémie ou si le décès a été causé par une maladie contagieuse, ne peut être effectuée avant qu'un délai de 24 heures se soit écoulé depuis le décès.

Sauf autorisation du maire, après avis du médecin, la mention « inhumation d'urgence » sera portée par le maire sur l'autorisation de fermeture du cercueil.

La taxe d'inhumation doit être acquittée 24 heures avant la date du convoi.

Article 16 - Lieux d'inhumation

Les inhumations dans les cimetières municipaux se font soit en terrain commun, soit en terrains concédés. Pour les inhumations qui ont lieu dans une concession, les intéressés doivent produire un titre de concession et justifier de leur qualité de concessionnaire ou d'ayant droit, si le concessionnaire est décédé.

Article 17- Déroulement de l'inhumation

Le conservateur doit à l'entrée du convoi dans le cimetière, exiger le permis d'inhumer et vérifier l'habilitation funéraire. Il s'assure de la concordance du numéro d'ordre et de l'indicatif inscrit sur la plaque du cercueil avec ceux portés sur l'autorisation d'inhumer. Il vérifie le bon état des scellés apposés sur le cercueil. Il accompagne le convoi jusqu'au lieu d'inhumation où il assiste à la descente du cercueil dans la fosse ou dans le caveau par les préposés aux pompes funèbres, puis à la fermeture hermétique de la tombe. En cas d'impossibilité de procéder à l'inhumation dans la fosse ou le caveau prévu à cet effet, le cercueil peut être déposé temporairement dans le caveau provisoire du cimetière après autorisation donnée par le maire. Le personnel obligatoire fourni par la société des pompes funèbres pour les arrivées des corps et pour les départs après exhumation, doit être au nombre de :

- Pour les adultes : 4 porteurs
- Pour les enfants : 2 porteurs

Chaque cercueil sera marqué au moyen d'une plaque inaltérable portant le nom, le prénom du défunt et la date du décès. Cette plaque sera fixée sur le couvercle du cercueil. Les pompes funèbres doivent s'assurer que la plaque a bien été apposée. A défaut, ils s'obligent à la fournir immédiatement.

Les véhicules qui font partie des convois doivent s'arrêter à la porte principale des cimetières et n'y pénétrer qu'après autorisation du conservateur ou du représentant du maire.

Les convois de nuit ne peuvent avoir lieu que pour des motifs exceptionnels et doivent être expressément autorisés par le maire. Un éclairage adéquat est dans ce cas installé par les services municipaux.

Article 18 - Inscription sur les tombes

Aucune inscription ou épitaphe autre que les noms, prénoms, titres, qualités, dates, lieu de naissance ou de décès, ou inscription à caractère religieux ou philosophique, ne pourra être placée ou inscrite sur une tombe ou un monument funéraire sans avoir été autorisée par le maire.

De même, les inscriptions existant sur les sépultures ne peuvent être supprimées ou modifiées qu'avec l'autorisation du maire.

Les demandes d'autorisation formulées par les concessionnaires pour la pose des signes funéraires, monuments, croix, etc., ainsi que les demandes d'inscription ou d'épithaphe doivent être remises en mairie au service des cimetières au moins 48h à l'avance.

II - Dispositions applicables aux inhumations en terrain commun

Article 19 - Inhumation dans les sépultures en terrain ordinaire : mise à disposition gratuite

Les terrains communs réservés par la commune pour les inhumations sont mis à disposition à titre gratuit. Les bénéficiaires s'engagent en contrepartie à maintenir en bon état de propreté leur emplacement. Aucune construction n'y est autorisée. Dans les terrains communs, il ne peut être construit de caveau.

La durée de la mise à disposition est de 5 ans.

Article 20 - Attribution des emplacements

Une inhumation en terrain commun est faite en fosse individuelle, soit dans un emplacement nouvellement ouvert à l'exploitation, soit dans une fosse précédemment exploitée et de laquelle a été exhumé le corps qu'elle contenait. Les emplacements attribués sont fixés par la commune. Chaque fosse porte un numéro distinct. Les fosses destinées à recevoir des cercueils ne peuvent être creusées que par une entreprise mandatée par la commune, celle-ci n'assurant pas le service extérieur des pompes funèbres. L'entreprise doit bénéficier d'une habilitation délivrée par l'autorité préfectorale.

Les personnes décédées dans la commune sans famille ou sans ressources suffisantes sont avec le respect dû aux morts, inhumées dans le cimetière des Ulis, cimetière intercommunal, en terrain commun avec une participation de la commune de Meudon.

Article 21 - Inhumations

Chaque inhumation a lieu dans une fosse séparée, conformément à l'article R.2213-16 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

Chaque fosse en terrain commun ne peut recevoir qu'un seul cercueil dans lequel il n'est admis qu'un seul corps conformément à l'article ci-dessus indiqué.

Toutefois, est autorisée la mise en bière dans un même cercueil des corps :

- de plusieurs enfants mort-nés de la même mère,
- d'un ou plusieurs enfants mort-nés et de leur mère également décédée.

Un terrain de 2m de longueur et d'1m de largeur est affecté à chaque corps d'adulte, sauf en cas d'affectation de caveaux en terrain commun. Les fosses sont ouvertes sur les dimensions suivantes :

- Longueur : 2 m
- Largeur : 0,80 m

Leur profondeur en pleine terre sera uniformément pour un corps d'adulte de 1,50 m au dessous du sol environnant et en cas de pente du terrain du point situé le plus bas.

Cette profondeur pourra être réduite à 1 mètre pour le dépôt d'une urne. Un terrain de 1,50 m de longueur et 0,50 m de largeur pourra être affecté à l'inhumation des enfants dont la taille ne dépasse pas 1 m. L'inhumation des corps placés dans un cercueil hermétique ou imputrescible est interdite dans le terrain commun, exception faite des cas particuliers qu'il appartiendra à l'administration municipale d'apprécier.

Le conservateur ou le représentant de la mairie assiste à l'inhumation.

Article 22 - Signes funéraires

Les signes funéraires placés sur les tombes en terrain commun, comme en terrain concédé, ne peuvent dépasser les dimensions de l'emplacement. Aucun signe funéraire ne peut être placé sur une tombe sans qu'au préalable l'alignement ait été donné par le conservateur du cimetière. Les tombes en terrain commun peuvent être engazonnées ou recevoir une pierre sépulcrale sur autorisation du maire. Il est fait également obligation de la pose d'une plaque d'identification sur la sépulture pour les personnes dépourvues de ressources suffisantes.

Article 23 - Reprise des sépultures en terrain commun : durée d'utilisation du terrain commun

Les emplacements dans lesquels ont lieu les inhumations en terrain ordinaire ne peuvent être repris par la commune qu'après la cinquième année écoulée depuis l'inhumation. Ils sont repris selon les besoins de la commune, en commençant par les emplacements dont les inhumations sont les plus anciennes.

A l'expiration du délai prévu par la loi, l'administration municipale pourra ordonner la reprise d'une ou plusieurs parcelles du terrain commun.

Article 24 - Information des familles

Avant toute reprise, la notification sera faite au préalable par l'administration municipale aux familles des personnes inhumées. La décision de reprise est portée à la connaissance du public par voie d'affiche.

La reprise des parcelles du terrain commun se fera à l'expiration d'une période de 5 ans à compter de l'inhumation. Lors de la reprise, l'administration des cimetières procèdera d'office au déplacement et au démontage des signes funéraires qui n'auraient pas été enlevés par les familles et prendra immédiatement possession du terrain.

Après la reprise, les familles pourront retirer auprès du conservateur les signes et objets funéraires leur appartenant, avant le délai d'un an et un jour.

Les signes funéraires et autres objets funéraires non réclamés deviendront propriété de la commune qui décidera de leur utilisation.

Article 25 - Sort des restes mortels : l'ossuaire

Une fois les conditions de reprise réunies, il est procédé à l'exhumation des corps, soit fosse par fosse au fur et à mesure des besoins, soit de façon collective par section ou rangée

d'inhumation. Les restes mortels trouvés dans les tombes seront réunis avec soin dans un reliquaire pour être réinhumés dans un ossuaire spécialement réservé à cet usage ou incinérés. Un registre spécial ossuaire mentionnera l'identité des personnes inhumées dans l'ossuaire. Les débris des cercueils seront incinérés conformément à la loi. Tout bien de valeur retrouvé sera consigné sur le procès-verbal d'exhumation et déposé à la loge du conservateur.

III - Dispositions applicables aux concessions

Article 26 - Acquisition et Choix de l'emplacement

Les familles, citées à l'article 3 du présent règlement, auront droit à une concession funéraire dans un cimetière de la commune.

Elles doivent, pour cette acquisition, s'adresser au service des cimetières en mairie principale qui déterminera l'emplacement de la concession demandée, le concessionnaire n'ayant en aucun cas le droit de choisir lui même cet emplacement.

L'attribution d'une concession est subordonnée au règlement préalable de son prix fixé chaque année par délibération du conseil municipal.

Une concession ne peut être accordée qu'à une seule personne physique ou morale.

Sauf stipulations contraires formulées par le titulaire, les concessions seront accordées sous la forme de concessions dites « de famille ». Le caractère individuel ou collectif de la concession devra être expressément demandé et mentionné sur l'arrêté de concession.

L'étendue superficielle de terrain à concéder pour une concession individuelle est de 2m², soit 2m x 1m.

Article 27 - Acte de concession

L'arrêté de concession, remis au concessionnaire, précise les noms, prénoms et adresse de la personne à laquelle la concession est accordée. Il indique également le numéro, la durée et le montant de la concession acquise. Il indique aussi l'implantation de l'emplacement concédé, la surface, la nature et la catégorie de la concession. Il précise que le concessionnaire ou ses ayants droit doivent prendre en charge tous travaux de remise en état si leur concession se dégrade ou devient dangereuse.

D'autre part, le concessionnaire ou ses ayants droit doivent indiquer à la mairie tout changement de domicile et renouveler à échéance leur concession qui, dans les deux ans, faute de renouvellement, sera reprise sans formalités par la Ville.

Le service des cimetières tient en mairie un registre sur lequel sont notés le numéro de la concession, sa situation dans le cimetière, sa durée, le nom du concessionnaire et la date d'attribution de la concession.

L'attribution d'une concession ne pourra en aucun cas, avoir lieu à l'avance, mais seulement à l'occasion d'un décès, compte tenu de l'insuffisance des places disponibles.

Tous les terrains concédés devront être matérialisés dans le délai d'un mois comme indiqué sur les formulaires de demande de concession et sur l'arrêté d'attribution.

Article 28 - Les différents types de concessions funéraires

Les concessions dans les cimetières sont divisées en cinq catégories :

- Concessions de 15 ans pour les enfants (en pleine terre, 1 ou 2 places)
- Concessions de 15 ans pour les adultes (en pleine terre, 1 ou 2 places)
- Concessions de 30 ans (pleine terre, 2 places ou caveau)
- Concessions de 50 ans (pleine terre, 2 places ou caveau)
- Concessions de case de columbarium d'une durée de 15 ans
(à partir du 1^{er} janvier 2017) ou 30 ans (2 voire 3 urnes sur demande)

Les concessions en pleine terre devront avoir au plus 2 m de profondeur, 2 m de longueur et 1 m de largeur afin de recevoir deux cercueils superposés.

Le premier cercueil sera placé à 2 m de profondeur afin qu'il y ait toujours 1 m en couverture après l'inhumation du deuxième cercueil.

Les concessions avec caveau auront la même longueur et la même largeur mais une profondeur qui dépendra du nombre de cases.

Lors de la construction du caveau, des normes de sécurité très rigoureuses devront garantir la sécurité des concessions voisines et des ouvriers chargés de la construction du caveau.

Dans le cas contraire, le conservateur fera un constat et ordonnera l'arrêt immédiat des travaux.

Sur les terrains concédés, les parties qui seraient inoccupées par le concessionnaire ne donneront lieu à aucune restitution sur le prix de la concession. Les inter-tombes et les passages font partie du domaine public.

Article 29 - Droits des concessionnaires

Les concessions de terrain ne constituent pas des actes de vente et ne comportent de ce fait aucun droit réel de propriété. Ce n'est qu'un droit de jouissance et d'usage avec affectation spéciale et nominative. Les concessionnaires n'auront aucun droit de vendre ou de rétrocéder à des tiers des terrains qui leur seront concédés. Néanmoins, il y a quelques exceptions au principe de l'incessibilité : la donation ou le legs. Dans le cas où elle n'a pas été utilisée, la concession peut être donnée, même à un tiers. Le concessionnaire peut également léguer par testament sa concession à un tiers si elle n'a pas été utilisée. Si elle a été utilisée, il ne peut la léguer qu'à un membre de sa famille par le sang. Une concession ne peut être destinée à d'autres fins que l'inhumation.

Peuvent être inhumés dans une concession familiale, le concessionnaire, son conjoint, ses ascendants ou descendants, ses alliés. Le concessionnaire aura cependant le cas échéant, la faculté de faire inhumer dans sa concession, certaines personnes n'ayant pas la qualité de parents ou d'alliés mais auxquelles l'attachent des liens exceptionnels d'affection et de reconnaissance. Dans une concession individuelle, ne peut être inhumée que la personne désignée expressément dans l'arrêté de concession. Cela s'applique également aux concessions nominatives qui sont réservées aux personnes désignées dans l'arrêté de concession.

Seul le concessionnaire peut modifier l'affectation initiale (nominative ou familiale) de sa concession à l'occasion de son renouvellement ou pendant la durée de celle-ci. Les ayants droit ne disposent pas de ce droit, le concessionnaire est le seul régulateur du droit à l'inhumation du temps de son vivant.

Au décès du concessionnaire, ses héritiers jouiront de la concession sans pouvoir en provoquer la division ou le partage. Les concessions ne peuvent être transmises qu'à titre successif dans la ligne héréditaire directe (sauf dispositions testamentaires contraires).

Chaque co-héritier a le droit de faire inhumer dans la concession son conjoint, et avec l'autorisation de tous les co-indivisaires, ses propres collatéraux, ses alliés ou des personnes étrangères qui possèdent un lien avec la famille. Le concessionnaire ou ses héritiers pourront encore user de leur droit à renouvellement à compter de la date d'expiration de la concession pendant une période de deux ans.

Article 30 - Obligations des concessionnaires

Aucune inhumation ne peut avoir lieu dans un terrain concédé sans une autorisation d'inhumer délivrée par le maire. A cette fin, les déclarants produisent leur titre de concession, justifient de leur qualité et du droit du défunt à une sépulture dans la concession.

Lors de l'achat de la concession, le concessionnaire s'engage à assurer pendant toute la durée de la concession, le bon entretien de la sépulture et la solidité du monument et du caveau qu'il pourrait y faire construire afin que cela ne nuise pas à la décence des cimetières ni à la sécurité des personnes et des biens, ainsi qu'à celle des sépultures environnantes.

Les concessionnaires qui sollicitent l'autorisation de changer l'emplacement de leur concession ou son transfert dans un autre cimetière doivent s'engager par écrit à rendre le terrain délaissé, libre de corps et de tout signe funéraire, dûment comblé et nivelé dans un délai de trois mois à partir de l'autorisation.

Le concessionnaire ne peut effectuer des travaux de fouille, de construction ou d'ornementation que dans les limites du présent règlement. En particulier, lorsque la concession est assortie d'un droit de construction de caveau, le concessionnaire, lors de la signature du contrat s'engagera à terminer la construction dudit caveau dans un délai de quinze jours et à y faire transférer dans les quinze jours, suivant, l'expiration de ce délai le ou les corps en attente d'y être transférés.

Le concessionnaire ne peut accéder à sa concession qu'aux jours et heures d'ouverture du cimetière au public et en se conformant aux règles de police contenues dans le présent règlement.

IV - Renouvellement, conversion et rétrocession des concessions

Article 31 - Renouvellement des concessions

Les concessions sont renouvelables à l'expiration de la période pour laquelle elles ont été concédées. A défaut de renouvellement d'une concession délivrée pour un temps déterminé, la commune ne peut reprendre le terrain concédé que deux années révolues après l'expiration de la période pendant laquelle il a été concédé.

A l'expiration de ce délai, la concession revient à la commune, après un constat de 5 ans minimum d'inhumation pour le dernier corps. La commune pourra aussitôt procéder à un autre contrat de concession.

Par ailleurs, le renouvellement sera proposé lors d'une inhumation dans la concession dans les cinq dernières années de la durée de celle-ci. Le renouvellement prendra effet à la date d'expiration de la période précédente.

Si la concession n'a pas été renouvelée, la commune n'est néanmoins pas tenue de publier un avis de reprise des terrains ni de le notifier à l'ex-concessionnaire ou à ses ayants droit.

De même, elle n'est pas tenue d'aviser l'ex-concessionnaire, ses ayants droit de la date d'exhumation des restes de la ou des personnes inhumées dans la concession, la présence de la famille lors de l'exhumation n'étant pas nécessaire.

Les objets non réclamés par les familles, lors de la reprise de la concession, intègrent immédiatement le domaine privé communal, la commune aura pu opérer l'arrachage des arbustes, la démolition ou le déplacement des monuments et signes funéraires.

Les restes mortels que les sépultures contiennent seront recueillis dans une boîte à ossements et déposés dans l'ossuaire ou crématisés conformément à

l'article n° L 2223-4 du Code Général des Collectivités Territoriales.

La commune aura également la faculté de laisser les constructions présentes sur les concessions et de les céder à titre gratuit ou onéreux à un nouveau concessionnaire après avoir fait disparaître toute possibilité d'identification.

Si un monument ou un caveau a été construit, celui-ci revient gratuitement à la commune. La reprise des terrains concédés, en dehors de la période d'échéance, ne pourra être acceptée que dans la mesure où elle émane des titulaires originaux ou de leurs ayants droit. Le renouvellement ou la conversion des concessions ne seront pas accordés si la sépulture est en mauvais état et notamment si le tour des semelles est affaissé par rapport au niveau général de la division.

En conséquence, la personne qui sollicite le renouvellement devra dans ce cas faire exécuter au préalable, par l'entrepreneur de son choix, les travaux de remise en état de la sépulture.

De même, lors de la dépose d'un monument soit pour une exhumation ou une inhumation, soit pour tous autres travaux de remise à neuf ou de remplacement, le conservateur devra veiller :

- Si le tour de semelle réglementaire n'existe pas, à ce qu'il soit posé à cette occasion.
- S'il existe et qu'il est notablement affaissé, à ce qu'il soit reposé au niveau convenable.

La ville se réserve le droit de faire opposition au renouvellement d'une concession pour des motifs de sécurité, d'hygiène, de circulation et en général pour tout motif visant à l'amélioration des cimetières.

Article 32 - Reprise des concessions de plus de trente ans en état d'abandon (article L2223-17 du CGCT)

Lorsqu'après une période de trente ans, une concession quelle que soit sa durée a cessé d'être entretenue et si aucune inhumation n'y a été effectuée depuis au moins dix ans, le maire peut constater cet état d'abandon par procès-verbal porté à la connaissance du public et des familles.

Si trois ans après cette publicité régulièrement effectuée, la concession est toujours en état d'abandon, le maire effectue un second constat et si celui-ci confirme le premier, il a la faculté de saisir le conseil municipal appelé à décider si la reprise de la concession doit être prononcée ou non.

Dans l'affirmative, le maire peut prendre un arrêté prononçant la reprise pour la commune des terrains affectés à cette concession.

Les sépultures des militaires et des civils « morts pour la France » (article R.2223-22 du CGCT) ne doivent pas être reprises pendant une période de 50 ans à compter de l'inhumation si la mention « Mort pour la France » figure sur l'acte de décès.

Article 33 - Conversion des concessions

Les concessions de quinze et trente ans peuvent être converties en concession de plus longue durée moyennant paiement du prix de la nouvelle concession. Néanmoins il est défalqué du prix de la concession une somme égale au montant correspondant à la durée pendant laquelle la concession a été utilisée. La conversion a lieu durant la période de validité.

Lorsqu'une part du prix de la concession aura été affectée au centre communal d'action sociale cette somme restera acquise et le remboursement ne se fera que sur la quote-part attribuée à la ville.

Article 34 - Rétrocession des concessions

Le concessionnaire pourra rétrocéder à titre gratuit ou onéreux à la ville, une concession non utilisée ou redevenue libre à certaines conditions.

- La demande de rétrocession doit être faite par le concessionnaire lui-même ou toute personne pouvant justifier de sa qualité d'héritier, après sa mort.
- La demande doit être faite sur papier libre, accompagnée du titre de concession et du reçu délivré par le centre des finances publiques.
- Il pourra être remboursé au demandeur, la somme correspondant au temps de concession qui reste à courir.
- Lorsqu'une part du prix de la concession aura été affectée au centre d'action sociale, cette somme restera acquise et le remboursement ne se fera que sur la quote-part attribuée à la ville.
- La rétrocession de concession de quinze ans n'est pas autorisée. En conséquence, les terrains devenus libres par suite d'exhumation feront retour à la ville sans donner lieu à remboursement.
- Le terrain, caveau ou case, devra être restitué libre de tout corps.
- Le terrain devra être restitué libre de tout caveau ou monument.

Article 35 - Inhumations sans autorisation

Dans le cas où un corps aurait été déposé indûment dans une concession, il est fait injonction au concessionnaire de le faire exhumer immédiatement. Dans le cas contraire, il devra être fait application de l'article R. 645 - 6 du code pénal qui prévoit un délit d'inhumation sans autorisation de l'officier public.

TITRE III – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX CAVEAUX ET MONUMENTS SUR LES CONCESSIONS

I - Dispositions applicables aux caveaux et monuments

Article 36 – Déclaration de travaux

Toute construction de caveaux et de monuments est déclarée auprès de l'administration des cimetières.

Les concessionnaires ou leurs entrepreneurs qui veulent construire un monument doivent :

- Déposer en mairie, au service de l'état-civil, un ordre d'exécution signé par le concessionnaire ou son ayant droit et portant la mention de la raison sociale ou du nom de l'entrepreneur, ainsi que la nature des travaux à exécuter,
- Demander l'alignement et la délimitation de l'emplacement au conservateur du cimetière,
- Solliciter un accord de l'autorité territoriale indiquant la nature et les dimensions des ouvrages,
- Faire procéder à un état des lieux avant et après travaux par le personnel des cimetières compétent en la matière.

Article 37 - Construction

La voûte des caveaux devra être recouverte d'une pierre tombale ou d'un couvre caveau.

La pierre tombale devra avoir une dimension de 1x2 m.

Les stèles devront s'inscrire dans un volume maximum de base recommandée de

0,80 x 1,50 m. Les pierres tombales et stèles doivent être réalisées en matériaux de qualité tels que pierre dure, marbre, granit ou en matériaux inaltérables et éventuellement béton moulé et devront être fixées de manière à ne pas mettre en danger les sépultures environnantes ou les usagers du cimetière.

En aucun cas, les signes funéraires ne devront dépasser les limites du terrain concédé.

Article 38 - Obligations du concessionnaire

Les concessionnaires devront soumettre à l'administration des cimetières leurs projets de caveaux et de monuments qui devront respecter les conditions prescrites par le présent règlement des cimetières.

Dans tous les cas, les concessionnaires ou entrepreneurs devront se conformer aux indications données par les agents de l'administration des cimetières.

Les terrains ayant fait l'objet de concession seront entretenus par les concessionnaires ou leurs ayants droit en bon état de propreté, les ouvrages en état de conservation et de solidité. Faute par les concessionnaires ou ayants droit de satisfaire à ces obligations, l'administration pourra y pourvoir d'office et à leurs frais.

Le concessionnaire devra se conformer aux dispositions de l'article 671 du Code Civil et à ce titre sera tenu d'élaguer ou d'arracher les plantes ou arbustes qui apporteront une gêne à la circulation ou aux concessions voisines du fait de leur racine ou occasionneraient des dommages aux plantations ou à l'engazonnement du domaine public.

A défaut d'y procéder lui-même, après mise en demeure, l'administration pourra y procéder en ses lieu et place.

Article 39 - Responsabilité du concessionnaire

Si un monument funéraire présente un état de dégradation tel qu'il entraîne un danger pour la sécurité publique, pour les sépultures voisines ou pour l'hygiène, un procès-verbal sera établi par le conservateur du cimetière et une mise en demeure de faire exécuter, dans un délai d'un mois, les travaux indispensables sera transmise au concessionnaire ou à ses ayants droit par courrier recommandé avec accusé de réception.

En cas d'urgence, les travaux nécessaires pourront être réalisés d'office, à la demande de l'administration et aux frais du concessionnaire ou des ayants droit.

Si un monument vient à s'écrouler et que dans sa chute, il endommage quelque sépulture, procès-verbal en sera immédiatement dressé et copie transmise à la famille concernée.

En cas de péril imminent et dangereux d'un monument funéraire, les familles concessionnaires ou leurs ayants droit seront mis en demeure par un arrêté du maire de procéder aux réparations indispensables.

Si ces réparations ne sont pas exécutées dans le délai d'un mois, un procès-verbal sera dressé de la contravention et des poursuites seront exercées devant les autorités judiciaires, à qui il appartiendra d'ordonner les mesures nécessaires.

Le concessionnaire ou ses ayants droit est responsable de tous dégâts occasionnés par tout ou partie de caveau ou monument, qu'il fait placer sur le terrain qui lui est concédé. La responsabilité de la commune ne pourra en aucun cas être substituée à celle du concessionnaire.

Article 40 - Obligations des entrepreneurs

Les fouilles faites pour la construction des monuments sur les terrains concédés devront, par les soins des entrepreneurs, être entourées de barrières ou protégées au moyen d'obstacles visibles et résistants afin d'éviter tout danger.

Les constructeurs seront tenus d'étré sillonner et de bâillonner les fosses creusées par eux de façon à maintenir les terres et constructions voisines et à éviter tous les éboulements et dommages quelconques.

Les travaux seront exécutés de manière à ne point nuire aux monuments voisins, à ne pas compromettre la sécurité publique ni gêner la circulation dans les allées.

Les constructeurs prendront toutes les précautions nécessaires pour ne pas salir les tombes pendant l'exécution des travaux. En particulier, aucun dépôt momentané de terre, matériaux, revêtement et autres objets ne sera effectué sur les sépultures voisines.

Le sciage et la taille des pierres destinées à la construction des monuments sont interdits dans l'enceinte des cimetières. Les entrepreneurs ne sont autorisés à y faire pénétrer que des matériaux déjà travaillés et prêts à l'emploi.

Tous les ossements trouvés au cours des travaux seront scrupuleusement recueillis et réunis, par le personnel des entreprises de Pompes Funèbres et de Marbrerie Funéraire, sous la surveillance immédiate du conservateur.

Ils seront placés au fond des fosses ou caveaux, au-dessous de la profondeur réglementaire et recouverts de terre avant la nouvelle inhumation.

Aucun dépôt, même momentané de terre, matériaux, revêtement et autres objets ne pourra être effectué sur les sépultures voisines et les entrepreneurs devront prendre toutes les précautions nécessaires pour ne pas salir les tombes pendant l'exécution des travaux.

Il est interdit, sous aucun prétexte, même pour faciliter l'exécution des travaux de déplacer ou d'enlever les signes funéraires existant aux abords des constructions sans l'autorisation des familles intéressées et l'agrément du conservateur.

Les travaux de construction des caveaux devront être achevés au plus tard quinze jours après l'attribution de la concession.

Les matériaux nécessaires pour la construction ne seront approvisionnés qu'au fur et à mesure des besoins.

Les gravats, pierres devront être recueillis et enlevés avec soin au fur et à mesure qu'ils se produiront, de telle sorte que les chemins et les abords des sépultures soient libres et nets comme avant la construction.

Les veilles de dimanches et fêtes, les abords des travaux en cours seront nettoyés par les entrepreneurs.

A l'approche d'un convoi funèbre, toute personne travaillant dans le cimetière à proximité des allées empruntées par le convoi cessera aussitôt le travail et observera une attitude décente et respectueuse au moment de son passage.

Aussitôt que la construction aura atteint le niveau du sol, le concessionnaire ou l'entrepreneur préviendra la commune afin qu'il puisse être procédé à la fermeture de l'emplacement concédé. Après l'achèvement des travaux, dont le conservateur du cimetière devra être avisé, les entrepreneurs devront nettoyer avec soin les abords des ouvrages et réparer, le cas échéant, les dégradations commises par eux aux allées. A défaut de s'exécuter, la commune fera réaliser les travaux de remise en état aux frais des constructeurs.

Il leur est interdit de laisser dans les cimetières, du matériel en dépôt pour un travail ultérieur.

Tous les monuments qui, en vue d'inhumation auront été démontés seront rangés très proprement dans les sentiers et aux endroits les plus convenables sans porter atteinte ni préjudice aux autres sépultures. Ces monuments provenant du démontage devront être reposés dans un délai de trois jours à partir de la date d'inhumation.

Passé ce délai et après mise en demeure adressée aux familles, lesdits monuments seront enlevés et transportés d'office dans un dépôt de la ville.

Article 41 - Responsabilité des entrepreneurs

Dans le cas où, malgré les indications et injonctions, notamment en ce qui concerne les normes techniques qui lui seront données, le constructeur ne respectait pas la superficie concédée et les normes imposées, l'administration des cimetières pourra faire suspendre immédiatement les travaux.

Ces derniers ne pourront être poursuivis que lorsque le terrain usurpé aura été restitué ou les normes respectées.

Le cas échéant, la démolition des travaux commencés ou exécutés sera entreprise aux frais du contrevenant.

Article 42 - Contrôle et responsabilité de la Ville

L'administration municipale surveillera les travaux de construction de manière à prévenir tout ce qui pourrait nuire aux sépultures voisines, mais elle n'encourra aucune responsabilité en ce qui concerne l'exécution de ces travaux et les dommages causés aux tiers qui pourront en obtenir la réparation conformément aux règles du droit commun.

L'administration municipale pourra enlever les fleurs coupées ou les ornements artificielles déposées sur les tombes lorsque leur état nuira à la propreté générale.

L'administration municipale ne prend aucune responsabilité pour le redressement des monuments affaissés par suite du tassement du terrain ou de son exhaussement survenu au fil du temps.

Ces charges incombent entièrement aux titulaires de la concession.

La ville ne pourra jamais être tenue pour responsable de la mauvaise exécution des travaux de construction de monuments funéraires de toutes sortes et des dégâts ou dangers qui pourraient en résulter.

Titre IV – OBLIGATIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES AUX ENTREPRENEURS

Article 43 - Droit de travaux et de construction

Pour effectuer des travaux dans les cimetières, l'entrepreneur dûment habilité devra présenter au service des cimetières, la demande signée par le concessionnaire ou ses ayants droit et par lui-même ou être muni d'un pouvoir signé du concessionnaire ou d'un ayant droit. La vérification du lien de parenté reste à la charge de l'administration municipale.

Article 44 - Plan de travaux – indications

L'entrepreneur devra soumettre au conservateur des cimetières un plan détaillé à l'échelle des travaux à effectuer indiquant :

- les dimensions exactes de l'ouvrage,
- les matériaux utilisés,
- la durée prévue des travaux.

Cette durée sera limitée à six jours, à compter du début constaté des travaux, pour une concession simple, sauf demande de suspension reçue et acceptée par le conservateur du cimetière et le service des cimetières. Pour les travaux de rénovation, l'entrepreneur fournira un descriptif comportant les mêmes indications.

Article 45 - Déroulement des travaux – contrôles

Les travaux ne pourront être entrepris que lorsque l'entrepreneur sera en possession de l'autorisation délivrée par l'administration municipale précisant les conditions à respecter. Celui-ci la remettra au conservateur des cimetières qui contrôlera l'opportunité de commencer les travaux ou de les différer.

Les travaux de creusement, de construction de caveau ou de pose de monuments sont effectués par deux employés de l'entreprise au minimum.

Le conservateur des cimetières mentionnera sur un registre prévu à cet effet, la date de début des travaux et celle de leur achèvement, ainsi que la durée d'une éventuelle suspension de ces travaux.

En outre, la fin des travaux constatée sera consignée sur l'autorisation de travaux pour contrôle de conformité.

Un état des lieux sera effectué avant et après travaux, pour éviter que des dommages surviennent à l'entour de la sépulture.

Les entrepreneurs qui effectuent des travaux dans les cimetières ne pourront utiliser des matériels de travaux publics incompatibles par leurs dimensions ou leur puissance, avec la préservation des allées, pelouses, massifs qui constituent l'environnement.

Un soin particulier à la parfaite exécution des tâches devra être apporté et à cet égard, il est tenu de se conformer aux indications et informations qui leur seront signifiées par le conservateur ou son représentant.

Article 46 - Conditions d'exécution des travaux

A l'exception des interventions indispensables aux inhumations, les travaux sont interdits à certaines périodes :

- dimanches et jours fériés, sauf en cas d'urgence et avec autorisation du maire.
Nota Bene : Fêtes de Toussaint, des Rameaux (deux jours francs précédant le jour de la Toussaint et des Rameaux),
- Autre manifestation (durée précisée par l'administration municipale).

En semaine, l'entrepreneur et ses ouvriers sont tenus de se conformer aux heures d'ouverture et de fermeture des cimetières.

D'autre part, le creusement de fosses, la construction de caveaux et de monuments devront être achevés avant la fermeture des cimetières.

Article 47 - Dépassement de limites

Les entrepreneurs seront tenus de se conformer à l'alignement et au nivellement donnés par le conservateur des cimetières.

En cas de dépassement de ces limites et usurpations au-dessus ou au dessous du sol, les travaux seront immédiatement suspendus et la démolition devra être exécutée.

Elle sera au besoin requise par voies de droit ou effectuée par les services techniques municipaux aux frais de l'entrepreneur, avec perception de frais.

Les familles peuvent faire placer sur les sépultures des signes ou emblèmes funéraires et autres objets d'ornementation.

Ceux-ci devront avoir au plus 1,50 m de hauteur et être parfaitement fixés sur la sépulture pour éviter tout risque de chute, leur largeur ne devra pas dépasser les dimensions de la concession.

Article 48 – Accord après demande de travaux

Les accords après demande de travaux délivrés pour la pose de monuments, pierres et autres signes funéraires, sont donnés, à titre purement administratif et sous réserve du droit des tiers, en l'absence de tout risque pour la sécurité et l'hygiène.

Les concessionnaires ou les constructeurs demeurent responsables de tous dommages au domaine public et au domaine privé, c'est-à-dire aux sépultures environnantes.

Les entrepreneurs demeurent responsables de la bonne exécution des travaux, même lorsque ceux-ci sont effectués en sous-traitance par un tiers.

Article 49 - Inscriptions

Ne sont admises de plein droit que les inscriptions des noms et prénoms usuels des défunts inhumés dans la sépulture, ses années de naissance et de décès.

Les personnes voulant faire une inscription de défunt non inhumé dans la sépulture seront soumises à la formule « à la mémoire de... ».

Le texte à graver en langue étrangère devra être traduit par un traducteur agréé avant que le maire ne donne son autorisation. Ce document sera conservé dans le dossier du concessionnaire.

Article 50 - Constructions gênantes

Toute construction, sur les concessions ou dans les cimetières (jardinière, dalles, etc.), reconnue gênante par les conservateurs ou l'administration des cimetières devra être déposée ou détruite à la première réquisition de ceux-ci, lesquels se réservent le droit de faire procéder

d'office à ce travail, surtout en cas d'urgence, c'est-à-dire lorsque la sécurité et l'hygiène sont concernées.

Article 51 - Dalles trottoir – semelles

Les dalles trottoir empiétant sur le domaine communal sont interdites. Il est fait obligation aux concessionnaires de faire poser une semelle sur leur concession, les dimensions devant se situer dans l'alignement prescrit par l'administration des cimetières. Pour des raisons de sécurité, elles devront être antidérapantes.

Article 52 - Outils de levage

L'acheminement et la mise en place ou la dépose des monuments ou pierres tumulaires ne devront jamais être effectués en prenant appui sur les monuments voisins ou les arbres.

Les engins et outils de levage (leviers, crics, palans, etc.) ne devront jamais prendre leurs points d'appui sur le revêtement des allées ou les bordures en ciment.

Il est interdit d'attacher des cordages aux arbres, aux monuments funéraires, aux grilles et murs de clôture, d'y appuyer des échafaudages, échelles ou tout autre instrument, et généralement, de leur causer aucune détérioration.

Article 53 – Sécurité, nettoyage et propreté

A l'occasion de toute intervention, les excavations seront comblées de terre (à l'exclusion de tous autres matériaux, tels que pierres, débris de maçonnerie, bois, etc.) bien foulée et damée.

Si une excavation se créait ultérieurement pour une cause naturelle et notamment sur la surface d'une fosse rebouchée, le service des cimetières ferait procéder à la remise en état du terrain.

Toute excavation devra être comblée avant la fin de la journée et ne jamais rester ouverte pendant le week-end afin de prévenir tout accident ou tout risque pour l'hygiène.

Toute excavation qui se créerait sur une concession devra être comblée par le concessionnaire.

Si tel n'était pas le cas, le service des cimetières pourrait y faire procéder aux frais du concessionnaire, en cas d'urgence pour la sécurité ou l'hygiène du cimetière.

Les terres ou débris de matériaux devront être enlevés des cimetières, 24 heures au plus tard après la fin des travaux.

Les entrepreneurs sont tenus après achèvement des travaux, de nettoyer avec soin l'emplacement qu'ils auront occupé, de réparer les éventuels dégâts qu'ils auraient pu commettre après les avoir fait constater par le conservateur des cimetières.

Les mortiers et bétons devront être portés dans des récipients (baquets, brouettes) et ne jamais être à même le sol. De même, le gâchage toléré sur place ne sera exécuté que sur des aires provisoires, dûment nettoyées après utilisation.

Il est interdit de déposer dans les allées, les sentiers, les entre-tombes et sur les espaces verts, les plates-bandes ou les espaces publics des outils ou matériaux de construction.

La remise en état éventuellement rendue nécessaire des parties communes, sera demandée à l'entrepreneur ou exécutée à sa charge.

Conformément au Code de la Santé publique (Article L1331 – 10), il est formellement interdit aux entrepreneurs de déverser les eaux autres que domestiques dans les égouts publics. **Ceux-ci devront se munir d'une citerne.**

Tout le matériel ayant servi à l'occasion des travaux sera immédiatement enlevé par l'entrepreneur dès achèvement de ceux-ci. Aucun dépôt en vue de travail ultérieur ne sera toléré.

Article 54 - Dépôt de monuments ou pierres tumulaires

A l'occasion de travaux ou d'inhumation, les monuments ou pierres tumulaires ne devront être déposés ni sur les concessions voisines ni dans les allées si cela présente un danger pour le public. Ces obligations seront mentionnées sur le constat établi par le conservateur.

Article 55 - Concessions entretenues aux frais de la commune

La commune entretient à ses frais certaines concessions (les anciens maires et les bienfaiteurs de la commune). Le bénéfice de cet entretien est accordé par le conseil municipal.

Titre V – DISPOSITIONS APPLICABLES AUX CAVEAUX PROVISOIRES

Article 56 – Rôle des caveaux provisoires

Les caveaux provisoires existants dans les cimetières de la commune peuvent recevoir temporairement les cercueils ou les urnes destinés à être inhumés dans les sépultures non encore construites ou dans celles dont l'approche constitue un danger (exemple : intempéries) ou qui doivent être transportés hors de la commune.

Le dépôt provisoire des corps ne pourra être opéré que dans un caveau provisoire. Le dépôt des corps dans les caveaux provisoires ne pourra avoir lieu que sur demande présentée par la personne chargée de pourvoir aux funérailles ou par toute autre personne ayant qualité à cet effet et avec une autorisation délivrée par le maire.

Celle-ci devra s'engager à se soumettre aux conditions formulées par le présent règlement et à garantir l'administration contre toute réclamation qui pourrait survenir à l'occasion du dépôt ou de l'exhumation du corps.

Il sera procédé d'office et sans autre avertissement à l'exhumation des corps et à leur réinhumation en terrain commun dans les cas où les droits de séjour ne seraient pas payés régulièrement, un mois après l'avis adressé par la Ville.

Les frais résultant de ces opérations seront supportés par la personne signataire de la demande de dépôt.

Article 57- Usage en l'absence de concession disponible

L'administration des cimetières autorise aussi et dans la limite des places disponibles, l'admission dans les caveaux provisoires municipaux des corps dont l'inhumation définitive doit avoir lieu dans une concession des cimetières de Meudon, si cette concession n'est pas en état de recevoir immédiatement le corps.

L'administration peut autoriser l'admission dans lesdits caveaux, des corps des personnes décédées à Meudon, notamment lorsque la famille n'a pas encore déterminé le lieu et le mode de sépulture définitive.

Article 58 – Dépôt pour une durée supérieure à 6 jours

Les corps admis au caveau provisoire devront être placés dans un cercueil hermétique si la durée de séjour excède six jours.

Au-delà de ce délai et en l'absence de cercueil hermétique, le corps sera inhumé aux frais de la famille.

Article 59 – Dépôt en cas de maladie contagieuse

Si le décès est dû à une maladie contagieuse, définie par l'arrêté ministériel du 20 juillet 1998, le corps sera placé dans un cercueil hermétique établi conformément aux dispositions légales.

Dans tous les cas, la durée du séjour dans le caveau provisoire ne peut excéder un mois.

Passé ce délai, les corps seront inhumés d'office soit en terrain concédé, soit en terrain gratuit, vingt et un jours après un avis par lettre recommandée avec accusé de réception resté sans effet.

Article 60 – Retrait du corps avant inhumation

L'enlèvement des corps placés dans les caveaux provisoires ne pourra être effectué que dans les formes et conditions prescrites pour les exhumations.

Article 61 – Droits de séjour

Tout corps déposé dans les caveaux provisoires est assujéti à un droit de séjour. Ce tarif est fixé par le conseil municipal. Il est tenu à la mairie et au bureau des conservateurs, un registre indiquant les entrées et les sorties de corps dont le dépôt aura été autorisé.

Titre VI – LES EXHUMATIONS

I - Règles applicables aux exhumations

Article 62 - Demande d'exhumation

Aucune exhumation, à l'exception de celles ordonnées par les autorités administratives ou judiciaires, ne pourra être effectuée sans autorisation du maire.

L'exhumation pourra être refusée ou repoussée pour des motifs tirés de la sauvegarde du bon ordre des cimetières, de la décence, de la sécurité ou de la salubrité publique.

En règle générale, un refus à exhumation sera opposé dans tous les cas où l'opération serait de nature à nuire à la santé publique. Ainsi, l'exhumation du corps des personnes ayant succombé à l'une des maladies contagieuses mentionnées à l'article R 2213-9 du CGCT (Code Général des Collectivités Territoriales) ne pourra être autorisée qu'après un délai d'un an à compter de la date de décès.

Les exhumations sont soumises aux prescriptions des articles R 2213-40 à R2213-42 du CGCT.

La demande d'exhumation devra être formulée par le plus proche parent du défunt ou par son représentant. En cas de désaccord entre les parents, l'autorisation ne pourra être délivrée qu'après décision des tribunaux.

L'exhumation des corps pourra être demandée en vue d'un transfert dans un autre cimetière ou en vue de la réinhumation, soit dans la même concession, après exécution des travaux, soit dans une autre concession située dans le même cimetière. Les réinhumations dans le terrain commun sont interdites.

La demande d'exhumation indique les noms, prénoms, date et lieu de décès de la personne à exhumer, ainsi que le lieu de la réinhumation, également les noms, prénoms, adresse, signature et degré de parenté du demandeur avec la personne à exhumer.

Les demandes d'exhumation seront transmises au service des cimetières qui sera chargé, aux conditions ci-après, d'assurer l'exécution des opérations.

Article 63 - Déroulement des opérations d'exhumation

Les exhumations ont lieu avant l'ouverture des cimetières, à l'exception des dimanches et jours fériés, sauf circonstances exceptionnelles. La découverte de la fosse aura lieu la veille de l'exhumation.

Les opérations d'exhumation se dérouleront, obligatoirement, en présence du plus proche parent du défunt ou de son mandataire (l'opérateur funéraire ou le marbrier en possession d'un mandat écrit et signé de la famille) qui devra être une personne physique sous la surveillance du conservateur.

Lorsque l'exhumation est motivée par le transfert du corps dans le cimetière d'une autre commune ou de la même commune, et en règle générale chaque fois qu'elle s'accompagne de renonciation par la famille aux droits ou au renouvellement des droits de la concession dont les corps sont exhumés, l'opération d'exhumation ne pourra avoir lieu que dans la mesure où le monument aura été au préalable retiré ou cassé et dont les débris auront été enlevés.

Cet enlèvement ou cette casse sera justifié par une déclaration de l'entreprise chargée du travail.

Cette déclaration, contresignée par le conservateur, devra être produite au plus tard quarante-huit heures avant le jour prévu pour l'exhumation.

Les exhumations seront suspendues à la discrétion de l'administration municipale en cas de conditions atmosphériques impropres à ces opérations. Les exhumations seront à éviter en cas de forte chaleur, chaque fois qu'il pourrait y avoir danger pour l'hygiène et la santé publique.

Article 64 - Mesures d'hygiène

Les agents chargés de procéder aux exhumations devront utiliser obligatoirement les moyens nécessaires à l'hygiène et à la sécurité pour effectuer les exhumations dans les meilleures conditions (combinaisons, gants, produits de désinfection, masque, etc.).

Les cercueils, avant d'être manipulés et extraits des fosses, seront arrosés avec une solution désinfectante. Il en sera de même pour tous les outils ayant servi au cours de l'exhumation. Le personnel aura obligation également de se désinfecter le visage et les mains.

Le bois des cercueils sera enlevé et incinéré par l'entreprise chargée des exhumations. Les restes mortels devront être placés avec décence et respect dans un reliquaire de taille appropriée, un seul reliquaire pourra contenir les restes mortels de plusieurs personnes issues de la même concession.

Ceux-ci seront placés dans l'ossuaire prévu à cet effet si l'exhumation a lieu dans la commune à la suite du non renouvellement de concession ou à une procédure de reprise de concession pour état d'abandon.

L'entreprise en charge des exhumations, devra enlever tous matériaux, outils ou équipements ayant servi à l'exhumation (bois de cercueil à incinérer, combinaison, etc.).

En outre, **elle devra disposer d'une citerne**, dans le cas où il y aurait de l'eau dans la concession. Les fontaines mises à la disposition des usagers, ne devront en aucun cas, servir au nettoyage du matériel et équipement ayant contribué à l'exhumation.

Si un objet de valeur est trouvé, il sera déposé dans le reliquaire et notification en sera faite sur le procès-verbal d'exhumation.

Article 65 - Transport des corps exhumés

Le transport des corps exhumés d'un endroit à un autre du cimetière devra être effectué avec décence. Les cercueils seront placés dans une housse.

Article 66 - Ouverture des cercueils

Si au moment de l'exhumation, un cercueil est trouvé en bon état de conservation, il ne pourra être ouvert que s'il s'est écoulé un délai de cinq ans depuis la date du décès et seulement après autorisation de l'administration municipale. Si le cercueil est trouvé détérioré, le corps sera placé dans un autre cercueil. Au-delà du délai de cinq ans, si le corps peut être réduit, il pourra être placé dans un reliquaire, crématisé ou déposé à l'ossuaire en cas de reprise de sépulture.

Le corps placé dans le reliquaire pourra également être réinhumé dans la même sépulture ou transporté dans une autre sépulture du même cimetière voire d'un autre cimetière.

Article 67 - Exhumation et réinhumation

L'exhumation des corps inhumés en terrain commun ne peut être autorisée que si la réinhumation doit avoir lieu dans un terrain concédé (pleine terre ou caveau), dans le cimetière de la commune ou d'une autre commune.

Aucune exhumation dans une concession familiale, nominative ou particulière ne sera autorisée à la suite de la demande d'un ou des ayants droit dont la seule motivation serait de récupérer des emplacements dans la sépulture, en demandant de déposer les restes mortels à l'ossuaire communal.

Article 68 - Redevances relatives aux opérations de réinhumation

Les redevances municipales perçues pour les opérations de réinhumation à la suite d'une opération d'exhumation sont fixées par délibération du conseil municipal.

Article 69 - Exhumations sur requête des autorités judiciaires

Les dispositions des articles précédents, à l'exception des mesures d'hygiène, ne s'appliquent pas aux exhumations ordonnées par l'autorité judiciaire. Celles-ci peuvent avoir lieu à tout moment et le personnel devra se conformer aux instructions qui lui seront données.

II- Dispositions applicables aux opérations de réunion de corps

Article 70 – Autorisation de réunion de corps

La réunion des corps d'un même caveau dans un reliquaire ne pourra être faite qu'après autorisation du maire, sur la demande de la famille ou du plus proche parent.

A moins que le concessionnaire initial ait précisé dans l'acte de concession qu'il ne soit pas touché aux corps qui y reposent.

Article 71 – Délai de réunion de corps

Par mesure d'hygiène et pour des raisons de convenance, la réduction des corps ne sera autorisée qu'au-delà de cinq ans après la dernière inhumation de ces corps à la condition qu'ils puissent être réduits.

Tout cercueil hermétique pour maladie contagieuse ne pourra faire l'objet d'une exhumation qu'après un an ferme d'inhumation.

La réduction des corps dans les caveaux ne pourra s'effectuer que dans les formes et conditions prescrites pour les exhumations.

Titre VII - DISPOSITIONS APPLICABLES A L'ESPACE CINÉRAIRE

I - Dispositions générales relatives aux cendres

Article 72 – Destination des urnes

Les cendres, placées dans une urne, des personnes décédées dans la commune, de celles qui y sont domiciliées, ou de celles qui ont droit à une case familiale de columbarium, seront déposées dans une case de columbarium, dans une concession, scellées sur une concession ou dispersées au Jardin du Souvenir.

Article 73 – Dispersion au Jardin du Souvenir

La dispersion des cendres est autorisée dans le jardin du souvenir du cimetière. Elle peut cependant être tolérée après accord de l'administration communale, sur les concessions familiales.

Les cases du columbarium sont destinées à recevoir des urnes cinéraires contenant les cendres du défunt.

II - Columbarium

Article 74 – Modalités de dépôt des urnes

Un columbarium et des concessions funéraires sont mis à la disposition des familles, pour leur permettre d'y déposer les urnes. Le columbarium est divisé en cases destinées à recevoir les urnes cinéraires.

Ces cases ne peuvent pas être attribuées à l'avance. Elles sont concédées aux familles au moment de la crémation ou à tout autre moment postérieur à celle-ci.

Les cases du columbarium sont attribuées pour une durée de quinze ans (à partir du 1^{er} janvier 2017) ou trente ans.

Elles sont renouvelables. Le dépôt des urnes doit être assuré par une entreprise habilitée, sous le contrôle du conservateur des cimetières.

Par mesure de sécurité, les plaques seront vissées.

Le columbarium est placé sous l'autorité et la surveillance du conservateur des cimetières. Un registre est tenu par celui-ci.

Article 75 – Déplacement des urnes

Les urnes ne peuvent être déplacées du columbarium ou de la sépulture où elles ont été inhumées sans autorisation spéciale de l'administration municipale, demandée par écrit.

Article 76 – Modalités de concession des urnes

La concession des cases est subordonnée au règlement préalable de son prix conformément aux tarifs fixés par le conseil municipal. Les conditions de renouvellement et de reprise de concession sont les mêmes que celles appliquées aux concessions traditionnelles.

Article 77 – Reprise de la case

A l'échéance de la concession et à défaut de paiement de la redevance de renouvellement, la case concédée peut être reprise par l'administration deux années révolues après l'expiration de la période pour laquelle elle avait été concédée.

Durant ces deux années, le concessionnaire ou ses ayants droit pourront user de leur droit à renouvellement. Lors des reprises de concession, les urnes contenant les cendres seront récupérées et déposées à l'ossuaire.

Article 78 – Renouvellement

Quel que soit le moment où la demande de renouvellement est formulée et l'acte passé, le point de départ de la nouvelle période est toujours celui du jour suivant la date d'expiration de la période précédente.

Article 79 – Attribution des cases

L'administration déterminera dans le cadre du plan du cimetière, l'emplacement des cases demandées. Le concessionnaire ne peut choisir lui-même cet emplacement.

Article 80 – Nature de la concession

Les concessions ne constituent pas des actes de vente et n'emportent pas un droit de propriété en faveur du concessionnaire mais simplement un droit de jouissance et d'usage. Les cases concédées ne peuvent donc être l'objet d'une vente.

Article 81- Dépôt temporaire de l'urne au caveau provisoire

La concession d'une case de columbarium comporte les mêmes droits et obligations que celle d'un terrain.

Article 82 – Niche attenante à la case

La niche située à droite de la case leur sera concédée pour la même période.

Article 83 – Plaque de fermeture de la case

Les plaques assurant la fermeture des cases de columbarium ne pourront pas être gravées. Mais il sera possible d'y apposer une plaque gravée par collage ou vissage.

Celle-ci sera installée par un opérateur funéraire (marbrier).

Elle sera récupérée par le concessionnaire à l'issue de la période de concession, en cas de non renouvellement. L'ouverture et la fermeture de la case seront effectuées par un opérateur funéraire.

L'inhumation des urnes (dans une concession, scellées sur une concession ou déposées dans un columbarium) devra relever de l'intervention d'un opérateur funéraire.

Titre VIII – POLICE DES CIMETIÈRES

Article 84 - Pouvoir de police du maire

Le maire, dans le cadre de ses pouvoirs généraux de police assure la police, des funérailles, des sépultures et des cimetières.

Les pouvoirs de police du maire portent notamment, en application de l'article L 2213-9 du Code Général des Collectivités Territoriales, sur :

- le mode de transport des personnes décédées,
- les inhumations et les exhumations,
- le maintien du bon ordre et de la décence dans les cimetières, étant entendu que le maire ne peut établir de distinction ou des prescriptions particulières en raison des croyances ou du culte du défunt ou des circonstances qui ont accompagné sa mort.

Le maire pourvoit d'urgence à ce que toute personne décédée sur la commune soit ensevelie et inhumée décemment.

Quand la personne décédée est dépourvue de ressources suffisantes ou quand celle-ci n'a ni parent ni ami qui pourvoit à ses funérailles, le maire assure les obsèques et l'inhumation, à charge pour la commune de se faire rembourser de la dépense auprès des héritiers éventuels de la personne décédée.

Les lieux de sépulture autres que les cimetières municipaux sont également soumis à l'autorité, à la police et à la surveillance du maire.

Dans le cadre strict de sa mission de police et sous le contrôle éventuel du juge compétent, le maire a l'obligation de prendre toutes les mesures nécessaires pour prévenir ou faire cesser les troubles constatés relatifs à l'ordre, à la sûreté, à la sécurité, à la salubrité, à la tranquillité publique et à la décence dans les cimetières qui relèvent de son autorité.

Titre IX – DISPOSITIONS RELATIVES A L'EXÉCUTION **DU RÉGLEMENT MUNICIPAL DES CIMETIÈRES**

Article 85 - Règles de fonctionnement du service public des cimetières

Le service état civil – citoyenneté, cellule gestion des cimetières s'occupe de :

- la vente des concessions funéraires et de leur renouvellement,
- le suivi des tarifs de vente,
- la perception des droits relatifs aux différentes opérations funéraires,
- la tenue des archives afférentes à ces opérations,
- la police générale des opérations funéraires,
- le contrôle des activités administratives des cimetières.

Les services techniques sont responsables de l'entretien du matériel, et en général des travaux portant sur les terrains, les constructions non privatives des cimetières.

Article 86 – Missions des conservateurs

Les conservateurs des cimetières, sous l'autorité du service Etat Civil – Citoyenneté, doivent veiller à l'application du présent règlement ainsi qu'à celle de toutes les lois et réglementations concernant la police des cimetières et prendre toutes les dispositions nécessaires au bon ordre, à la propreté et à la bonne organisation de toutes opérations effectuées à l'intérieur des cimetières.

Ils exercent une surveillance générale sur l'ensemble des cimetières. Il leur incombe d'assurer l'ouverture et la fermeture des portes.

Leur tenue vestimentaire doit être irréprochable.

Ils fournissent aux familles, les renseignements que celles-ci peuvent légitimement demander.

Tout incident doit être signalé à l'administration municipale le plus rapidement possible.

Article 87 – Obligations des agents municipaux

Il est interdit à tous les agents municipaux appelés à travailler dans les cimetières, sous peine de sanctions disciplinaires et sans préjudice des poursuites de droit commun :

- de participer directement ou indirectement à la construction, à la restauration ou à l'entretien des monuments funéraires.
- de faire commerce de tous les objets participant à l'entretien ou à l'ornement de la tombe ou de la case de columbarium.
- de solliciter auprès des familles ou des entreprises toute gratification, pourboire ou rétribution quelconque.

Article 88 – Infractions au règlement intérieur des cimetières

Toute infraction au présent règlement sera constatée par les agents chargés de la surveillance des cimetières ou par la police municipale et les contrevenants poursuivis conformément à la législation en vigueur.

Article 89 – Consultation du règlement intérieur des cimetières

Le présent règlement sera tenu à la disposition du public dans les locaux du conservateur de chacun des cimetières, au service municipal des cimetières en mairie et sur le site internet de la Ville.

Article 90 – Application du règlement intérieur des cimetières

Monsieur le directeur général des services de la Ville, Mesdames et Messieurs les directeurs généraux adjoints des services, le responsable du service de l'Etat Civil, le responsable du pôle cimetière, les conservateurs, Madame le commissaire de police sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'application du présent règlement et des mesures de police qui y sont prescrites.

Fait à Meudon, le 9 mai 2016

Hervé Marseille

Maire de Meudon

Vice-Président du Sénat